

Agriculture, nutrition et bien-être au Burkina Faso

Deanna K. OLNEY et Ampa Dogui DIATTA

DOSSIER DU PROGRAMME | Janvier 2020

INTRODUCTION

De nombreux efforts ont été récemment mis en œuvre pour élucider les liens entre l'agriculture, la nutrition et le bien-être (1–6) et voir dans quelle mesure les programmes d'agriculture axés sur la nutrition peuvent améliorer ces résultats (7). Toutefois, il est nécessaire de mieux comprendre les liens associés au contexte entre l'agriculture, la nutrition et le bien-être afin d'élaborer des programmes et des politiques visant à surmonter les obstacles de ce contexte pour faciliter l'utilisation de l'agriculture à cet effet. Pour le comprendre davantage, nous avons mené une étude qualitative avec l'évaluation de l'impact du programme dénommé « *Creating Homestead Agriculture for Nutrition and Gender Equity (CHANGE)* » (*Créer une Agriculture Familiale pour la promotion de la Nutrition, l'Équité et le Genre*) de Helen Keller International's (HKI) au Burkina Faso (8,9). Dans le cadre du volet qualitatif, nous avons cherché à mieux comprendre comment les membres de la communauté définissent le bien-être, comment ils classent leur communauté en termes de bien-être actuellement (2015) et 5 ans auparavant (2010), comment cela était représenté dans l'agriculture, la santé et la nutrition et ce qu'il faudrait pour passer d'un niveau de bien-être à l'autre. L'objectif général est que ces résultats soient utilisés par les chargés de la mise en œuvre des programmes et les décideurs politiques pour affiner les programmes et les politiques agricoles afin de mieux exploiter l'agriculture en améliorant les résultats en matière de nutrition et de bien-être, en particulier chez les femmes et les jeunes enfants au Burkina Faso.

MÉTHODES

Pour atteindre les objectifs de l'étude, nous avons utilisé des données qualitatives recueillies dans le cadre de Discussions Centrées en Groupes (DCG) dans 28 des 60 communautés qui ont pris part à l'évaluation du programme CHANGE. Les DCG étaient menées séparément pour les femmes et les hommes. Toutefois, dans quatre communautés, nous n'avons pas pu terminer les DCG des hommes en raison d'un manque de participation. Ainsi, nous avons un total de 28 DCG de femmes et 24 DCG d'hommes. Les données ont été analysées en codant les réponses selon des thèmes communs et analysées séparément pour les hommes et les femmes, puis combinées. Les résultats combinés sont présentés. Les différences entre les réponses des hommes et des femmes sont mises en évidence.

RÉSULTATS

Définition du bien-être

La plupart des répondants ont défini le bien-être comme le fait d'être en bonne santé (n=46/52 (89%)), de manger suffisamment ou de bien manger (n=46/52 (89%)), avoir de bonnes relations avec leur famille (n=40/52 (77%)) et avoir assez d'argent et de moyens pour subvenir aux besoins de leur famille (n=29/52 (56%)). Dans près d'un tiers des DCG, la paix et la sécurité sont également citées comme étant des composantes significatives du bien-être (n=16/52 (31%)). En outre, quelques DCG ont aussi qualifié l'accès aux services de santé, le bonheur, les bonnes récoltes et le fait d'avoir des enfants comme étant des aspects clés du bien-être. En général, les DCG ont révélé que les réponses des hommes et des femmes sont largement similaires, bien que les femmes soient plus susceptibles de mentionner l'importance de bonnes relations avec leur famille comparées aux hommes (respectivement, n=23/28 (82%) et n=17/24 (71%)) alors que, dans leurs discussions, les hommes citaient plutôt l'importance du fait de bien manger ou d'en disposer suffisamment) comme élément essentiel au bien-être en comparaison aux femmes (respectivement, n=23/24 (96%) et n=23/28 (82%)). Les Discussions ont aussi mis en exergue que les femmes étaient beaucoup plus disposées à souligner l'importance du fait de disposer de plus d'argent et d'être

heureux comme éléments clés du bien être alors que pour les hommes c'est l'accès aux services de santé qui était déterminant pour le bien-être.

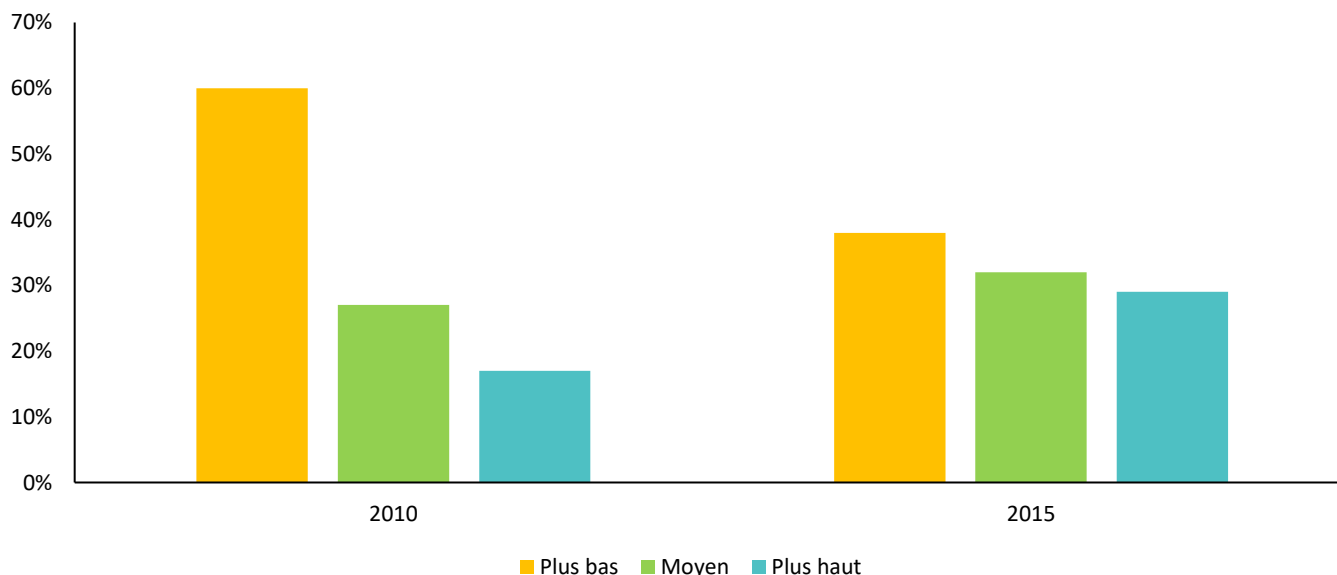
Niveaux de bien-être perçus en 2010 et 2015

Il a été demandé aux participants aux DCG de travailler ensemble pour discuter en premier lieu du nombre de niveaux de bien-être différents qui, selon eux, existent dans leur village, puis il leur a été demandé d'estimer le pourcentage de personnes vivant dans chaque niveau de bien-être en attribuant 20 pierres aux divers niveaux de bien-être. Généralement, dans presque tous les villages, les répondants ont déclaré qu'il y avait actuellement trois niveaux distincts de bien-être. Quelques DCG de femmes ont dit qu'il y avait quatre niveaux. Cependant, cela était relativement rare, aussi dans nos analyses nous nous sommes concentrés sur les trois principaux niveaux de bien-être.

En 2010, les participants aux DCG ont estimé que près de 60 % des personnes vivaient dans des conditions de bien-être minimales (niveau 1), avec environ 27% au niveau intermédiaire et 20% au niveau supérieur de bien être (niveau 3) (**Figure 1**) Cependant, cela a varié selon les villages participants. Par exemple, deux DCG de femmes ont affirmé que cinq ans auparavant (en 2010) tous les habitants de leur village figuraient au plus bas niveau de bien-être et d'autres ont évalué cette proportion à environ 75%. Plusieurs autres DCG ont décrit une répartition plus équilibrée des ménages entre les trois niveaux de bien-être. Enfin, dans un village, les répondantes du DCG des femmes interrogées ont estimé que plus de 40% des personnes vivaient dans le niveau de bien-être le plus élevé, tandis que le DCG des hommes du même village a estimé que cette proportion n'était que de 20 %.

Alors que la grande majorité des DCG semblent ne pas avoir constaté d'évolution majeure de la situation au cours de ces cinq dernières années, l'exercice d'affectation des ménages aux différents niveaux donne une autre version. Selon cet exercice, les conditions s'étaient généralement améliorées dans les villages participants, avec la proportion de ménages appartenant à chacun des trois niveaux s'équilibrant en 2015 par rapport à 2010 lorsque la distribution était beaucoup plus fortement pondérée en faveur des ménages appartenant au niveau le plus bas. Près de 20% de DCG ont dit que les conditions s'étaient améliorées, ce qui était conforme aux résultats de l'exercice d'allocation.

Figure 1 : Niveaux de bien-être perçus en 2010 et 2015



Caractéristiques positives et négatives des ménages par niveau de bien-être

Interrogés sur la description des ménages à chaque niveau de bien-être, les ménages du niveau le plus bas ont généralement été caractérisés comme étant confrontés à des difficultés, ceux du niveau intermédiaire pouvaient satisfaire leurs besoins minimums, tout en ayant quelques difficultés, alors que ceux du troisième niveau (supérieur) disposaient de ce dont ils avaient besoin (**Figures 2 et 3**). Les participants des DCG ont décrit plusieurs difficultés auxquelles les ménages du niveau plus bas faisaient face, comme l'insuffisance de nourriture,

d'argent et de vêtements, la mauvaise santé et les mauvaises récoltes. Par ailleurs, certains participants des DCG ont souligné que les personnes vivant à ce niveau souffrent en général et sont confrontées à des conflits et à un manque d'harmonie dans leur foyer (Figure 2). Quelques DCG ont décrit le manque d'argent, le manque de bonheur et le manque d'harmonie au sein de leur foyer comme étant les caractéristiques principales des ménages du niveau moyen. Les participants de quelques DCG ont aussi mentionné que certaines personnes de ce niveau souffrent de problèmes de santé ou de mauvaises récoltes (Figure 2). D'autre part, la majorité des DCG ont révélé que les personnes du niveau moyen disposent d'une quantité suffisante de nourriture et qu'elles peuvent satisfaire leurs besoins minimums, y compris leurs besoins en termes de santé (Figure 3). Enfin, les ménages au niveau de bien-être le plus élevé ont été décrits comme n'ayant aucune difficulté. Ces ménages sont considérés comme étant capables de subvenir à leurs besoins, ayant des biens et suffisamment de nourriture, et comme étant heureux et vivant en harmonie au sein de leur foyer (Figure 3). En général, les descriptions du bien-être par niveau étaient semblables aussi bien dans DCG des femmes que celles des hommes.

Figure 2 : Caractéristiques négatives des ménages par niveau de bien-être

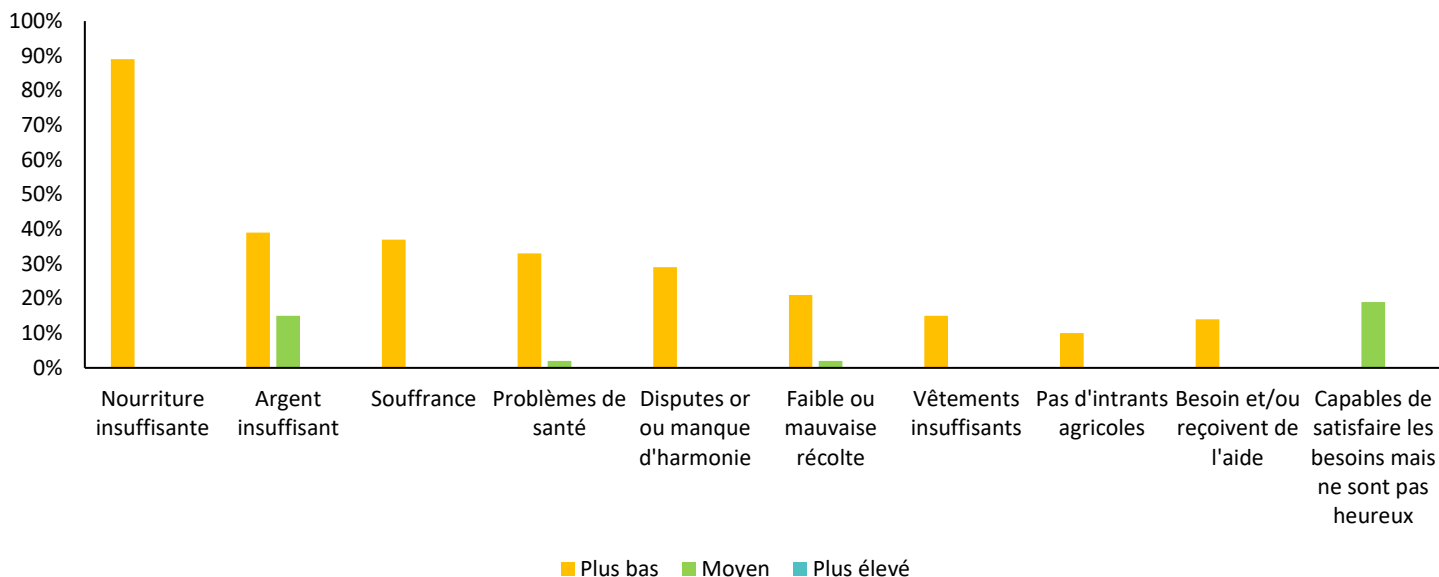
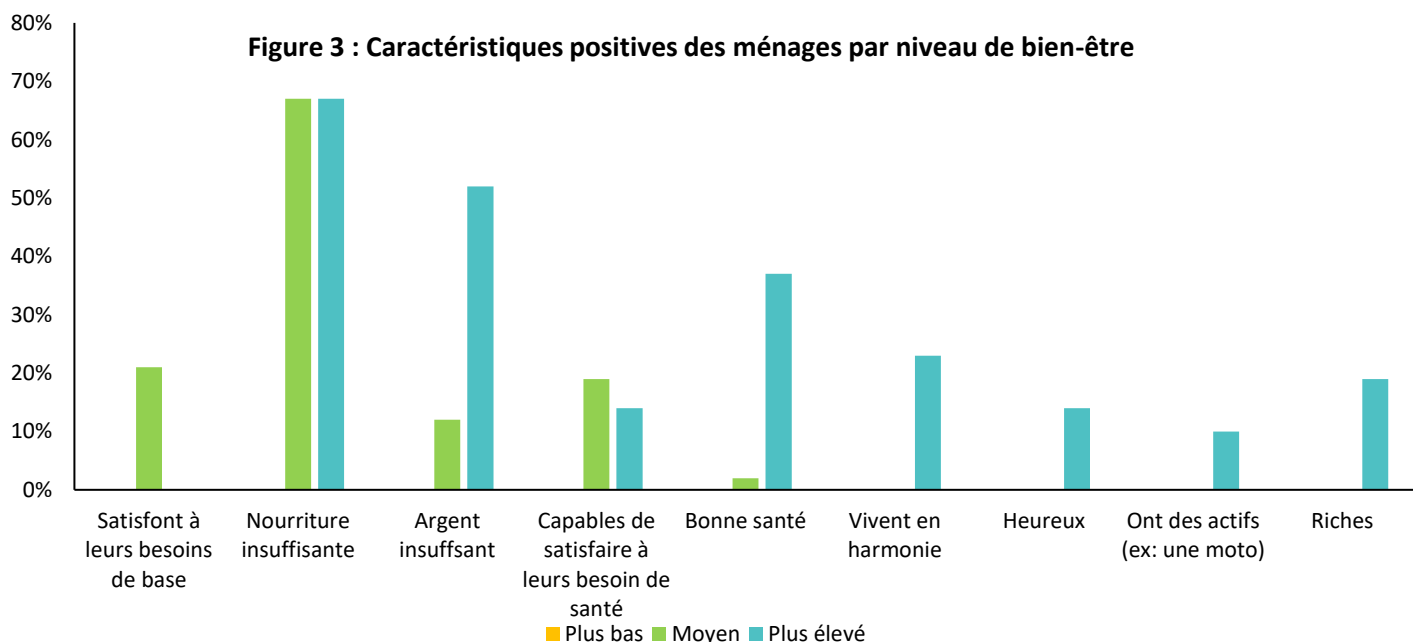


Figure 3 : Caractéristiques positives des ménages par niveau de bien-être



Comment les pratiques agricoles ont changé entre 2010 et 2015

Caractéristiques d'un bon agriculteur

Près de la moitié des DCG ont identifié deux aspects caractérisant un bon agriculteur, à savoir : avoir un animal de trait (n=23/52 (44%)) et travailler dur ou bien travailler (n=22/52 (42%)). Pour définir un bon agriculteur, les répondants ont surtout cité les éléments suivants: l'utilisation de la charrue et plus particulièrement l'utilisation de charrues tirées par des animaux, l'utilisation d'engrais, y compris le fumier, disposer d'équipements et d'outils pour l'agriculture, prendre soin de ses terres et posséder des connaissances agricoles. Les participants de 5-19.9% des DCG ont également expliqué que le fait d'être bien préparé, d'avoir des personnes qui aident à l'exploitation de leur terre, d'avoir de bonnes terres arables et d'avoir des relations de soutien au sein du ménage et de la communauté sont autant de caractéristiques qui définissent un bon agriculteur. Les hommes et les femmes ont généralement décrit des caractéristiques similaires attribuées aux bons agriculteurs. Cependant, les femmes participantes aux DCG des femmes étaient plus susceptibles de se concentrer sur l'importance des intrants agricoles pour définir un bon agriculteur, tels que les engrais, le fumier, les pesticides et les animaux de trait, tandis que les hommes discutaient davantage de l'importance d'avoir des connaissances agricoles et de bonnes relations au sein du ménage et avec les autres membres de la communauté.

Changements des pratiques agricoles

Au vu des réponses, diverses nouvelles pratiques agricoles ont été mises en évidence par les participants des DCG, notamment au cours des cinq dernières années. Au titre des pratiques les plus courantes, on peut citer l'utilisation accrue d'intrants agricoles et les différentes techniques de gestion des terres. Les évolutions les plus fréquentes dans l'utilisation des intrants ont porté sur l'utilisation accrue de pesticides (n=32/52 (62%)), de fumier ou de fosses à fumier (n=32/52 (62%)) et d'engrais (n=26/52 (50%)). Les répondants ont avancé l'existence de changements dans la gestion de leurs champs ces cinq dernières années, notamment l'utilisation accrue d'animaux de trait (n=38/52 (73%)), de charrues (n=16/52 (31%)), de cordons pierreux (n=27/52 (52%)) et de semis en ligne (n=17/52 (33%)). Près d'un tiers des groupes de discussion ont signalé que les ménages disposent désormais de potagers (n=19/52 (37 %)) et que l'accent est davantage mis sur la conservation et la gestion des forêts (n=20/52 (39 %)). Par ailleurs, entre 5 et 15% des DCG ont déclaré avoir modifié leurs pratiques en matière de techniques de repiquage, de désherbage, de culture de nouvelles variétés, de semences anticipées dues à la rareté des pluies et à la technique consistant à inverser chaque année le sens du labourage, de gestion de l'eau et d'utilisation de fumier organique. Certains groupes de discussion ont expressément mentionné que HKI leur avait conseillé de planter des légumes à feuilles vertes. Les réponses recueillies de la part des DCG des hommes et des femmes ont été généralement similaires. Néanmoins, il ressort des discussions des femmes qu'elles ont insisté sur le recours aux charrues à traction animale (n=8/12 (67%)), l'utilisation d'engrais (n=16/26 (62%)) et l'importance accrue accordée à la conservation et à la gestion des forêts (n=12/20 (60%)), alors que les hommes ont plutôt évoqué les pratiques de désherbage et l'utilisation d'intrants agricoles.

Parmi les nouvelles pratiques, les changements majeurs concernent l'utilisation d'animaux de trait (n=28/52 (54%)) et de pesticides (n=23/52 (44%)). En outre, les répondants des DCG ont aussi cité les changements dans l'utilisation des engrais (n=20/52 (39%)), des charrues (n=18/52 (35%)), du fumier (n=13/52 (25%)), des cordons de pierre (n=12/52 (23%)) et des charrues à traction animale (n=12/52 (23%)) comme significatifs. Contrairement aux changements dans les pratiques agricoles, très peu de changements ont été mentionnés dans les DCG concernant les pratiques d'élevage. Les deux changements qui ont été relevés sont relatifs aux pratiques d'alimentation du bétail (n=22/52 (42%)) et à celles de soins vétérinaires (n=21/52 (40%)). Les DCG des femmes, par rapport aux hommes, ont tendance à se concentrer davantage sur l'importance de l'utilisation des animaux de trait (n=19/28 (68%) et n=9/24 (38)) et des pesticides (respectivement, (n=14/28 (50%) et n=9/24 (38%)). En revanche, dans les DCG, les hommes sont plus susceptibles de souligner l'intérêt du changement lié à l'utilisation des charrues qui a été signalé dans la moitié de leurs entretiens contre moins d'un quart de ceux des femmes (respectivement, (n=12/24 (50%) et n=6/28 (21%)).

Les raisons pour lesquelles les personnes interrogées ont estimé que ces changements étaient significatifs concernaient en grande partie leur contribution à l'augmentation de la productivité. Par exemple, elles ont déclaré que l'utilisation de cordons pierreux avait permis d'éviter la perte de fumier ou d'engrais due à la pluie ou à l'arrosage et donc de protéger les sols (n=8/52 (15%)), tandis que l'utilisation d'engrais, y compris le fumier, enrichissait les sols et augmentait leurs récoltes et leur productivité. Selon les répondants l'utilisation de pesticides a aussi contribué à alléger le travail en réduisant le temps nécessaire au désherbage. Enfin, les participants ont estimé que l'utilisation de charrues à traction animale a permis d'accélérer leur travail et de cultiver de plus grandes superficies (n=4/52 (8%)), ce qui

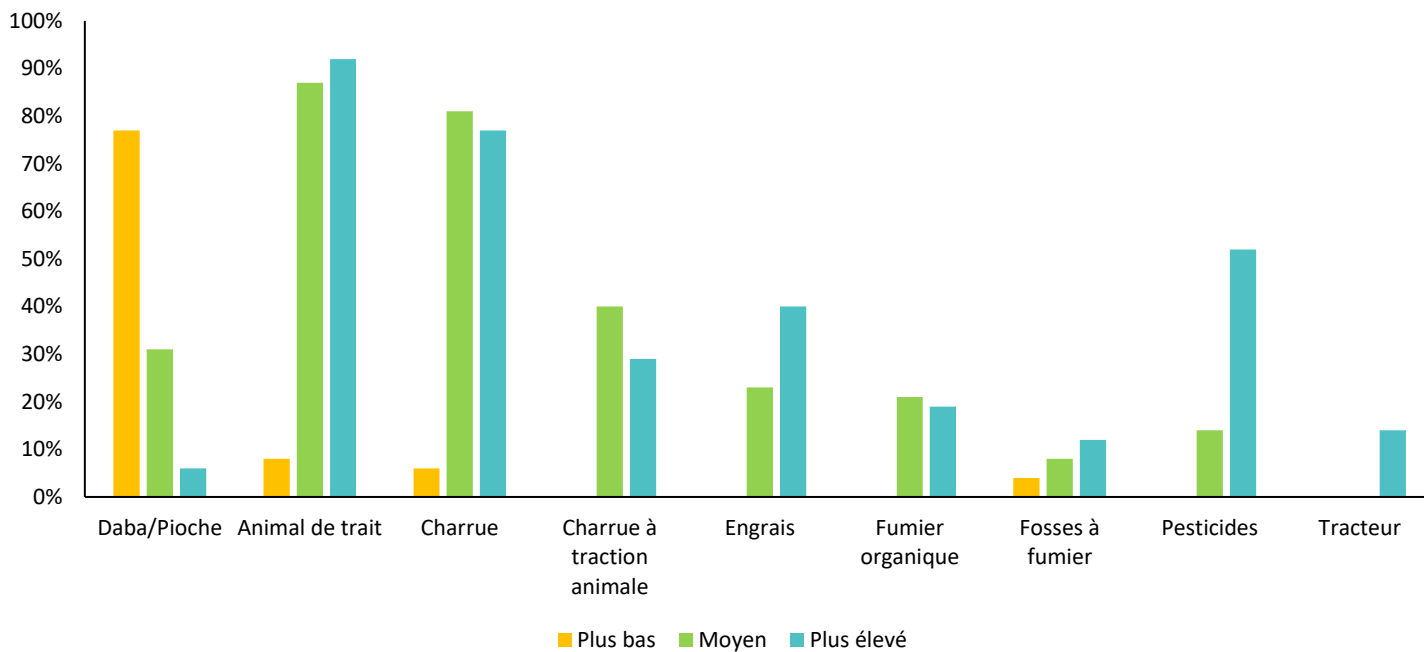
est également perçu comme ayant contribué à l'augmentation de la productivité. Hormis l'importance des changements liés à l'augmentation de la productivité, les DCG ont révélé que d'aucuns ont aussi souligné le rôle des potagers familiaux leur permettant de disposer de légumes frais pour la consommation.

L'agriculture à travers les niveaux

Biens agricoles par niveau

A la lumière des DCG Il est apparu que les types de biens agricoles utilisés étaient disparates selon les niveaux de bien-être, les différences les plus importantes se situant entre le niveau le plus bas et les deux autres (**Figure 4**). Au niveau le plus bas, l'intrant agricole le plus souvent mentionné était la pioche (daba). Rares sont les DCG qui ont cité l'utilisation d'animaux de trait ou de charrues par les agriculteurs de ce niveau. En fait, certaines DCG ont souligné que les personnes du niveau de bien-être le plus bas ne comptent que sur leur force physique, en cultivant avec leurs mains (n=8/52 (15%)) ou qu'elles sont sans moyens ni matériel (n=4/52 (8%)). Concernant la quantité de biens, selon certains DCG les agriculteurs du niveau faible ne possèdent qu'un seul animal de trait (n=4/52 (8%)) ou une seule charrue (n=3/52 (6)). Quant au niveau de bien-être moyen, les DCG font état d'une plus grande variété de biens agricoles utilisés par les agriculteurs. Toutefois, comparés au niveau le plus élevé, ils étaient plus enclins à déclarer que pour chacun des biens énumérés, ils n'en possédaient qu'un seul (n=12/52 (23%)) ou seulement une petite quantité (n=9/52 (17%)). Pour souligner les différences dans la quantité de biens disponibles pour le troisième niveau, les répondants des DCG étaient plus susceptibles de mentionner que les personnes appartenant à ce niveau détenaient plusieurs biens de chaque catégorie (n=24/52 (46%)). Il a été couramment indiqué que les personnes du niveau le plus élevé ont de l'argent ou des moyens ou tout ce qui est nécessaire à l'agriculture. Dans l'ensemble, les réponses des DCG des femmes et des hommes étaient similaires.

Figure 4 : Perceptions de l'utilisation des biens agricoles par niveau de bien-être

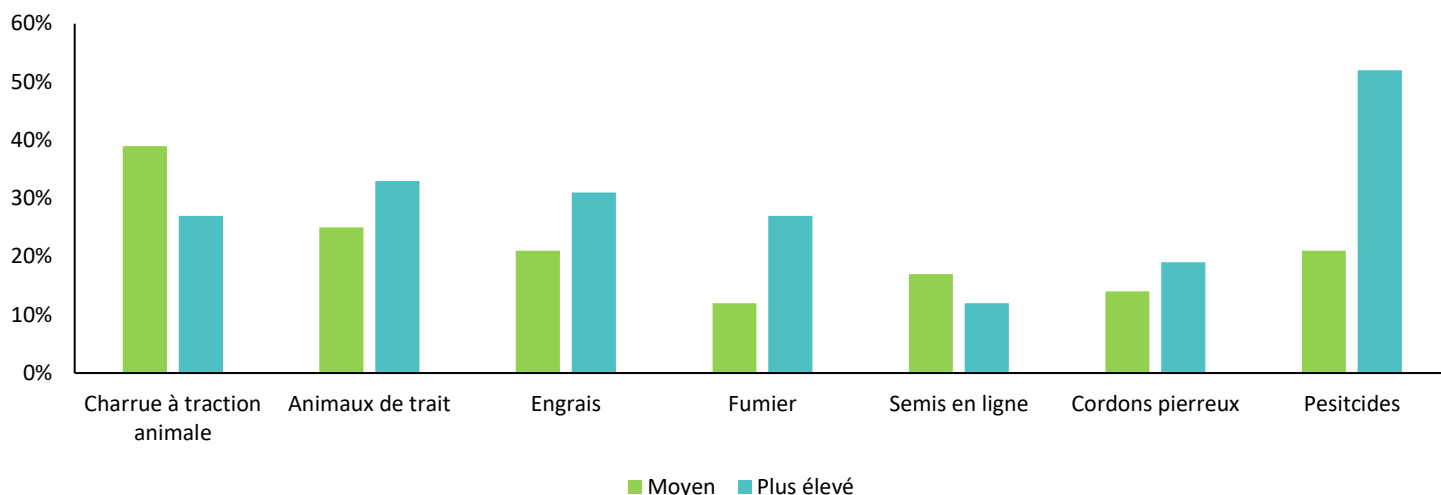


Connaissances en agriculture par niveau

Dans l'ensemble, les répondants des DCG ont reconnu une multitude de difficultés liées aux connaissances en agriculture, en particulier chez les plus démunis. Environ un tiers des DCG ont estimé que ce n'était pas la connaissance elle-même qui différait selon les niveaux, mais plutôt les moyens de mettre en pratique cette dernière (n=15/52 (29%)). Toutefois, pour quelques DCG les plus démunis ont besoin d'aide pour apprendre ; d'autres pensent qu'ils ne veulent pas apprendre, et certains disent que les plus démunis ont de vieilles connaissances. Lors de la discussion sur les connaissances agricoles des personnes vivant dans les catégories de bien-être moyenne (niveau 2) et supérieure (niveau 3), les participants aux DCG ont discuté des connaissances relatives à des sujets spécifiques tels que l'utilisation de charrues à traction animale, les animaux de trait, les engrais, le fumier, les pesticides, les semis en ligne et les cordons pierreux (Figure 5).

En général, les réponses des DCG des hommes étaient similaires à celles des femmes, bien que celles-ci aient été plus nombreuses que les hommes à expliquer que les individus appartenant au niveau inférieur de bien-être avaient plus de connaissances que ceux des autres niveaux, à savoir : ils sont au courant de l'utilisation du fumier organique (n=4/28 (14%) contre n=1/24 (4%)); et de l'utilisation des engrais (n=2/28 (17%) contre (n=0/24 (0%)).

Figure 5 : Perceptions des formes de connaissance de l'agriculture par niveau de bien-être



Application de nouvelles pratiques agricoles par niveau

Les répondants des DCG ont indiqué qu'il était plus difficile pour les personnes du niveau de bien-être le plus bas de mettre en pratique les nouvelles techniques qu'elles avaient apprises, à moins qu'elles ne bénéficient d'un soutien pour utiliser ces nouvelles pratiques (n=14/52 (27%)). De même, au niveau intermédiaire, les personnes interrogées ont estimé qu'il serait difficile pour les agriculteurs de ce niveau de bien-être d'adopter de nouvelles techniques (n=15/52 (29%)). Toutefois, plus de la moitié des DCG (n=35/52 (67%)) estiment que les personnes appartenant au niveau de bien-être supérieur peuvent adopter ou utiliser de nouvelles pratiques parce qu'elles disposent d'argent ou de moyens.

Au-delà de cette caractérisation générale, des points plus spécifiques concernant l'application de nouvelles pratiques agricoles ont émergé. Par exemple, certaines DCG ont mentionné que les personnes du niveau inférieur utiliseraient de nouvelles pratiques si celles-ci ne coûtaient rien ou si elles en avaient les moyens (n=9/52 (17%)); et 8-15% d'entre elles ont signalé que les individus du niveau intermédiaire appliqueraient de nouvelles pratiques agricoles, notamment l'utilisation d'engrais, de charrues, d'animaux de trait, de pesticides et la plantation en rangs, tandis que ceux du niveau supérieur adopteraient l'utilisation de pesticides (n=13/52 (25%)) et d'engrais (n=11/52 (21%)) et dans une moindre mesure, l'utilisation de cordons pierreux, d'animaux de trait, de charrues et la plantation en rangs (entre 6-12% des DCG).

En général, les réponses des DCG de femmes sont similaires à celles des hommes, bien que les premières soient plus susceptibles de mentionner que les agriculteurs du niveau plus bas adopteraient quelques nouvelles pratiques (n=6/28 (21%)) alors que les hommes insistent sur le fait que cette catégorie là (niveau 3) ne peuvent pas mettre en œuvre des pratiques nécessitant des moyens (n=6/24 (25%)). Comparées à celles des femmes, les réponses des hommes ont également plus tendance à indiquer que les individus appartenant au niveau le plus élevé peuvent adopter de nouvelles pratiques puisqu'ils disposent de l'argent ou des moyens (respectivement, n=20/24 (83%) et n=15/28 (54%)).

Santé et nutrition à différents niveaux

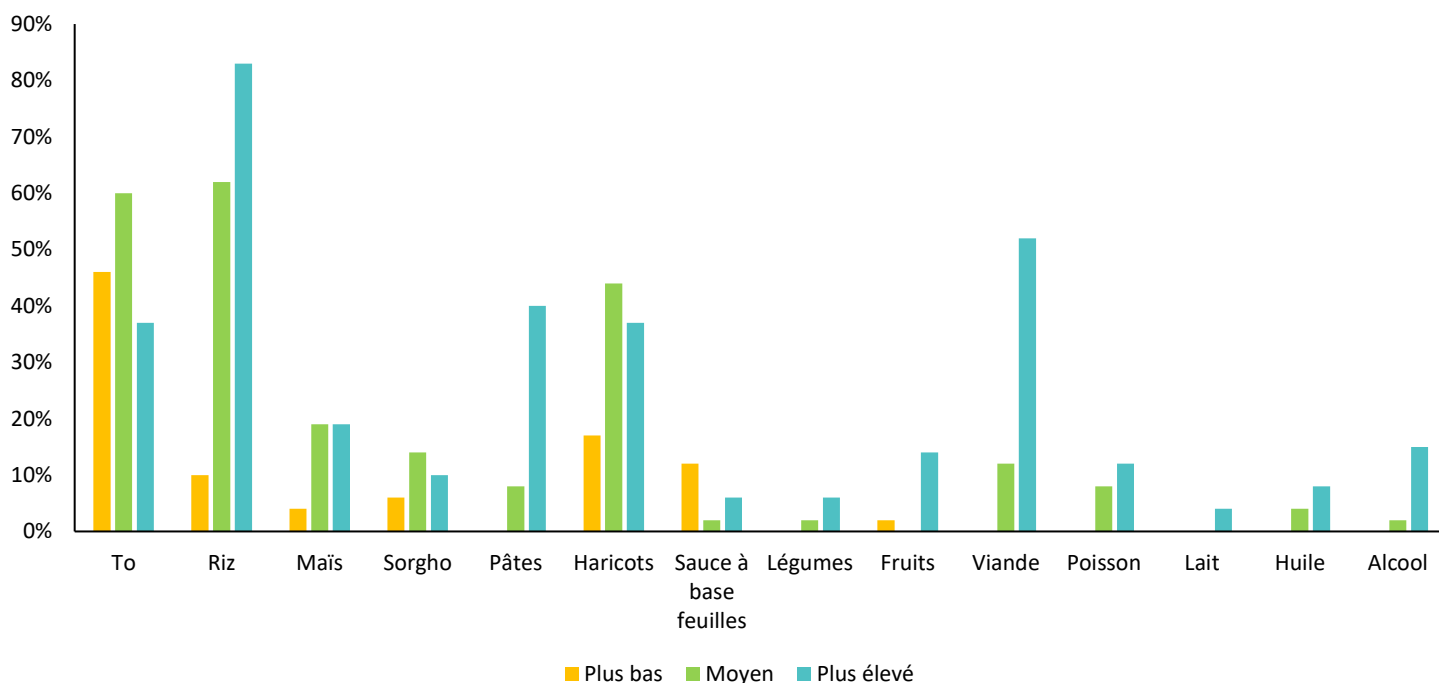
Consommation alimentaire par niveau

On estime que les niveaux de consommation alimentaire varient considérablement. La différence la plus saisissante concerne la fréquence des repas. Trois quarts des DCG ont souligné qu'au niveau le plus bas, les gens ne prennent qu'un seul repas par jour et certains ont indiqué que les personnes de cette classe sociale peuvent même ne pas avoir un repas par jour et s'ils en avaient un, il peut ne pas être consistant. Au niveau intermédiaire, la majorité des DCG ont déclaré que les gens consomment deux repas par jour, avec des disparités

sur le nombre de repas pour adultes et enfants, ces derniers prenant plus de repas par jour que les adultes. Près de 20 % des répondants ont expliqué que des personnes de niveau moyen pouvaient bénéficier de trois repas par jour. Il n'est donc pas surprenant que les individus jouissant du meilleur degré de bien-être soient réputés pouvoir se nourrir à leur guise et consommer au moins trois repas par jour.

Au delà des écarts de fréquence des repas, la diversité des denrées consommées couramment a augmenté parallèlement en passant du plus bas au plus haut niveau de bien-être. Les participants aux DCG ont indiqué qu'au niveau le plus bas, les gens mangent principalement du "to" et profitent d'un peu de sauce dans la mesure du possible. Certains groupes de discussion ont indiqué que ceux du niveau le plus bas consomment des haricots, du riz, du maïs et du sorgho. Au niveau intermédiaire, les répondants ont estimé que la variété des aliments consommés avait considérablement augmentée, mais peu d'aliments ont été cités de manière systématique dans les DCG. Quelques différences notables entre les aliments habituellement consommés par les personnes vivant aux niveaux le plus bas et moyen sont une hausse de la proportion de DCG qui ont fait état de la consommation de riz, de maïs et de sorgho et l'introduction d'aliments tels que les pâtes, la viande, le poisson, l'huile et l'alcool. Quant au niveau de bien-être le plus élevé, les participants aux discussions ont souligné la diversité des régimes alimentaires. Presque tous les DCG ont déclaré que les personnes au plus haut niveau mangeaient du riz et environ la moitié ont dit qu'elles mangeaient de la viande. Les pâtes et les haricots sont également des aliments fréquemment cités pour ce niveau.

Figure 6 : Aliments courants consommés selon le niveau de bien-être

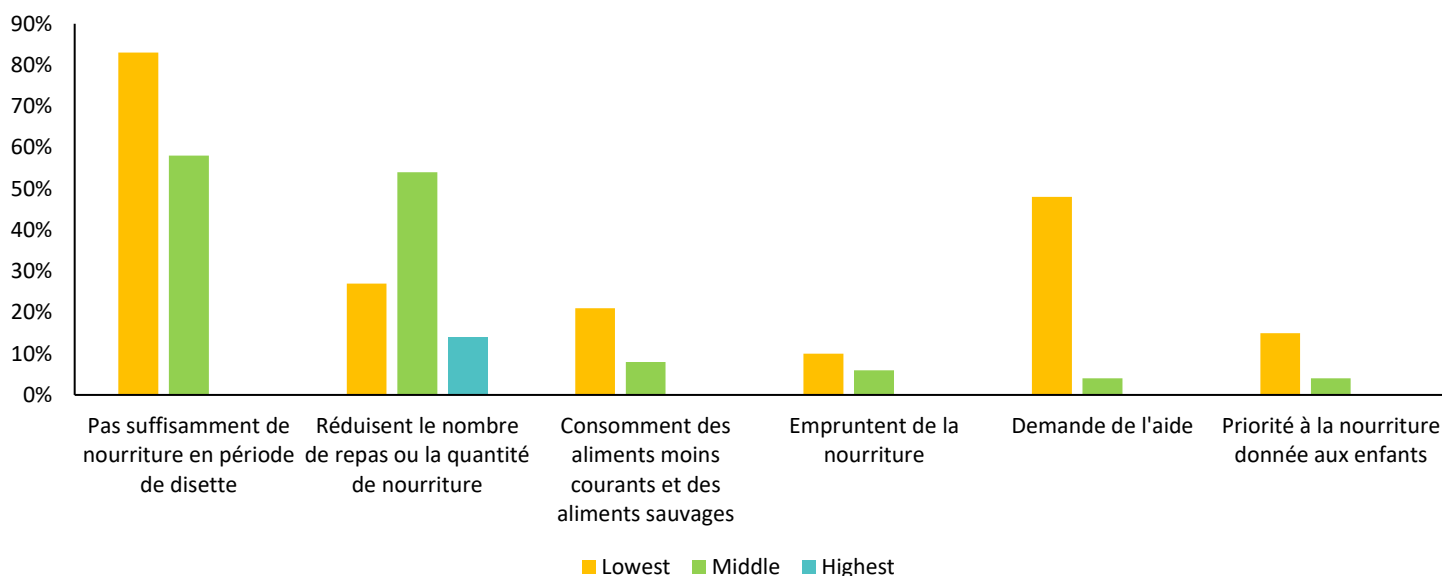


Accès à la nourriture en période de pénurie

D'après les groupes de discussion, l'accès à la nourriture est de toute évidence un défi pour les plus pauvres et les plus démunis en période de pénurie. La grande majorité des groupes de discussion ont indiqué que les plus défavorisés manquent de nourriture en période de pénurie et éprouvent de grandes difficultés à s'en procurer en pareil moment. Le recours le plus souvent envisagé par les plus défavorisés est de solliciter l'aide de leurs proches ou des plus aisés. D'autres moyens de subsistance généralement utilisés par les plus pauvres incluent la réduction des repas ou la consommation d'aliments moins courants ou sauvages, ou encore les emprunts de nourriture. Concernant les moyens d'adaptation pour le niveau le plus faible, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à mentionner la réduction de la fréquence ou de la quantité de nourriture (respectivement, n=10/28 (36%) et n=4/24 (17%)), alors que les hommes ont plutôt tendance à citer la demande d'aide (respectivement, n=14/24 (58%) et n=11/28 (39%)). Pour les personnes du niveau intermédiaire, les périodes de pénurie représentent également des défis de taille. Plus de la moitié des groupes de discussion ont expliqué qu'à ce niveau, les gens manquaient de nourriture en période de pénurie. Les répondants aux DCG ont expliqué que les personnes du niveau intermédiaire mangeront moins fréquemment ou moins de nourriture en général pour faire face à la pénurie. Quelques groupes de discussion ont

également mentionné que ceux du niveau moyen ont recours à d'autres moyens de subsistance employés par des gens plus modestes, mais l'utilisation de ces moyens n'est pas aussi courante. À l'instar du niveau le plus faible, les femmes étaient plus sujettes à évoquer une éventuelle réduction de la fréquence ou de la quantité de nourriture, alors que les hommes parlaient plutôt d'emprunt de nourriture. Certains répondants aux DCG ont noté que les plus pauvres et de condition modeste donnent la priorité à leurs enfants en vue d'obtenir de la nourriture en période de pénurie. Pour le niveau le plus bas, cela a été mentionné exclusivement dans les DCG des féminins et pour le niveau moyen, par les DCG des hommes. Pour les plus nantis (niveau supérieur), la grande majorité des groupes de discussion ont jugé que les périodes de pénurie ne constituaient pas un défi pour eux. Quelques groupes de discussion ont déclaré qu'en cas de crise, ils réduiraient la quantité de certains types d'aliments, comme l'huile, pour y faire face.

Figure 7 : Stratégies d'adaptation en période de pénurie par niveau de bien-être



Comment passer d'un niveau à l'autre

Causes de régression en matière de santé et de nutrition infantile (6-24 mois)

Des participants aux groupes de discussion ont soutenu qu'il existe deux principales voies de régression en matière de nutrition chez les enfants ne variant pas en fonction du niveau : maladie et manque de nourriture. Aux niveaux inférieur et intermédiaire, les participants ont discuté de la régression des enfants en cas de disette ou d'insécurité alimentaire dans leur foyer. Certaines DCG de femmes ont également expliqué que la faible productivité agricole pourrait entraîner une dégradation de la santé ou de l'état nutritionnel chez les enfants du niveau le plus bas. Les réactions pour les niveaux supérieur et intermédiaire sont similaires à celles du niveau le plus bas. Quelques groupes de discussion des hommes ont également mentionné que la paresse pourrait entraîner une dégradation de santé et de nutrition chez les enfants.

Solutions pour améliorer la santé et la nutrition des enfants âgés de 6 à 24 mois

La maladie et le manque de nourriture étant reconnus comme causes principales de la dégradation en matière de santé et d'état nutritionnel des jeunes enfants, nourrir les enfants de manière adéquate, leur procurer des compléments alimentaires et les conduire au centre de santé en cas de maladie comptent parmi les solutions les plus couramment proposées dans le cadre de l'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel des jeunes enfants. Une autre solution éventuelle évoquée est le fait que les parents travaillent plus pour améliorer leur condition de vie en général. Le niveau de bien-être et les différences entre hommes et femmes ne sont guère significatifs des solutions proposées. Deux exceptions étaient liées à la sensibilisation et à la fourniture d'intrants agricoles aux ménages. Notamment, un certain nombre de DCG de femmes ont mentionné le rôle de la sensibilisation comme moyen d'améliorer la santé et l'état nutritionnel des enfants, contre seulement un DCG d'hommes qui en a souligné, et ce, uniquement pour les enfants du niveau le plus bas. D'autre part, quelques DCG d'hommes ont pensé que soutenir les ménages avec des intrants agricoles pourrait contribuer à améliorer l'état nutritionnel des jeunes enfants de niveaux inférieur et intermédiaire.

Évolution des hommes, causes de stagnation et moyens d'action de leurs épouses à cet égard

À la question de savoir de quelle manière les hommes pourraient passer d'un niveau à l'autre, les personnes interrogées ont répondu à l'unanimité à tous les niveaux en mettant l'accent sur la nécessité de travailler dur comme principal vecteur de progrès. Plusieurs groupes de discussion ont également expliqué que le travail spécialisé en agriculture et/ou en élevage permettrait aux gens de progresser. Certains groupes de discussion ont évoqué les campagnes de sensibilisation ainsi que la recherche et le soutien apporté aux hommes comme d'autres moyens d'améliorer leur condition.

Les répondants aux groupes de discussion ont également décrit les facteurs susceptibles d'entraver la capacité des hommes à franchir certains paliers ou à rester prisonniers de leur situation sociale, et là encore, ces facteurs ne sont pas si disparates que ça.

Les répondants ont insisté sur deux principaux obstacles, notamment la paresse, le refus de travailler, la maladie et les frais de santé. D'autres entraves à cette évolution, moins fréquemment citées, sont le manque ou la gestion déficiente des ressources, le manque d'écoute ou de suivi des conseils, les familles nombreuses comprenant un grand nombre d'enfants et l'absence d'harmonie au sein du ménage.

Les participants aux DCG, hommes et femmes, ont décrit diverses manières dont les femmes soutiennent leurs conjoints dans leur quête de bien-être. Le plus courant consiste à les épauler aux travaux agricoles, plus fréquemment évoqué dans les DCG de femmes que dans celles des hommes (respectivement, n=16/28 (57%) et n=10/24 (42%)). Les autres voies par lesquelles les DCG estimaient que les femmes pouvaient soutenir leur conjoint en vue de progresser concernent le soutien de leur conjoint dans toutes leurs activités (n=18/52 (35%)), le soutien financier (n=17/52 (33%)) ou l'aide aux dépenses du ménage (n=20/52 (38%)). Quelques DCG ont déclaré que les femmes pouvaient également aider leur conjoint en s'acquittant de ses tâches pendant son absence, en exerçant des activités génératrices de revenus, en veillant à la garde des enfants (mentionné uniquement par les hommes) et en assurant un cadre familial harmonieux (mentionné uniquement par les femmes).

Évolution des femmes, facteurs de stagnation et comment leurs conjoints peuvent les aider à progresser

Les réactions apportées par les DCG sur la capacité des femmes à progresser à tous les niveaux ont été semblables à celles des hommes et sont axées sur les efforts et l'apprentissage de nouvelles compétences et techniques. Celles-ci étaient également similaires à tous les niveaux de bien-être. L'une des plus grandes différences liées à l'évolution des femmes à chaque échelon était que les répondantes aux DCG des femmes comparés aux DCG des hommes étaient beaucoup plus enclins de mentionner les rôles des femmes dans l'élevage, l'agriculture, le jardinage et le commerce pour aider leurs ménages à progresser.

Les facteurs les plus courants qui entravent la progression des femmes à chaque niveau sont les mêmes que pour les hommes : la paresse ou le refus de travailler, la maladie ou les dépenses liées à la santé. Néanmoins, les groupes de discussion des femmes ont évoqué de nombreux autres obstacles spécifiques à la progression des femmes, tels que le contrôle de leur revenu par le mari et le manque de soutien de la part de leur conjoint, les dépenses domestiques ou familiales et la malédiction. Bien qu'ils diffèrent des problèmes vécus par les hommes et qu'ils soient plus souvent abordés pendant les discussions consacrées aux femmes, ces obstacles ne varient pas en termes de niveau de bien-être.

À la question de savoir dans quelle mesure les hommes pouvaient aider leurs épouses à progresser en termes de bien-être, la réponse la plus fréquente, tant du côté des femmes que des hommes des DCG, consiste à dire que les conjoints devraient soutenir leurs épouses dans toutes leurs activités. Même si c'est la réponse la plus récurrente dans les deux types de DCG, presque deux fois plus de groupes de discussion de femmes que d'hommes l'ont mentionnée (respectivement, n=20/28 (71%) and n=9/24 (38%)). Les hommes, contrairement aux femmes, étaient plus susceptibles de déclarer qu'ils pourraient soutenir leurs épouses avec un appui financier à leurs activités génératrices de revenus (respectivement, n=10/24 (42%) et n=4/28 (14%)). Les autres moyens par lesquels les groupes de discussion ont expliqué que les hommes pouvaient aider leurs épouses à progresser consistaient principalement à les soutenir dans leurs activités liées à l'agriculture, y compris le jardinage, ou dans leurs autres activités génératrices de revenus comme le commerce. Dans tous les cas, ils ont été plus souvent signalés par les DCG de femmes que ceux des hommes. Fait intéressant, environ 17% des DCG d'hommes (n=4/24)

ont également expliqué qu'ils pouvaient aider leurs épouses à progresser en leur octroyant des terres agricoles, tandis que ce type de soutien n'a été mentionné que dans un seul des 28 DCG des femmes.

CONCLUSION

Globalement, les résultats de l'étude ont révélé que les membres des communautés avaient le sentiment que la situation dans leur communauté s'était améliorée entre 2010 et 2015. En 2010, les participants aux DCG indiquent que la majorité des personnes vivaient au niveau de bien-être le plus bas (les plus pauvres), tandis qu'en 2015, les résultats indiquent une répartition plus équilibrée des ménages entre les trois couches de confort, la proportion de ménages au plus bas niveau ayant baissé et la proportion de ménages aux niveaux intermédiaire et supérieur ayant augmentée. Bien entendu, les personnes du niveau le plus bas ont été décrites comme ayant plusieurs problèmes et confrontées à de nombreux défis, tandis que celles du niveau supérieur ont été décrites comme ayant ce dont elles ont besoin dans tous les aspects de la vie (par exemple, l'alimentation, la santé et le bonheur).

Les participants aux DCG ont décrit divers changements qui ont pu contribuer à l'évolution positive du bien-être, telles que l'augmentation de la productivité agricole et l'augmentation du nombre de légumes disponibles pour la consommation. Plusieurs groupes de discussion ont déclaré avoir constaté des changements majeurs concernant les pratiques agricoles durant ces cinq dernières années, contribuant ainsi à alléger la charge de travail et à accroître la productivité. Parmi ces changements, figurent des modifications apportées à l'utilisation des animaux de trait, des engrais et des pesticides, qui sont autant de facteurs plus souvent associés aux ménages vivant à un niveau intermédiaire ou supérieur comparé à ceux du niveau inférieur. En dépit de la diversité des évolutions agricoles, très peu de changements dans les pratiques d'élevage ont été mentionnés par les DCG. Selon des répondants, il était nettement plus facile pour les personnes appartenant au niveau supérieur d'adopter de nouvelles pratiques agricoles. Quant aux personnes du niveau le plus faible, voire moyen dans certains cas, elles ne pourront prétendre à l'adoption de nouvelles pratiques que si les changements ne nécessitent des fonds ou si les moyens nécessaires leur sont fournis.

De manière générale, les plus grands défis auxquels hommes et femmes sont confrontés pour favoriser le progrès de leur ménage sont la paresse, le refus de travailler, la maladie et/ou les dépenses en matière de santé. Quant aux femmes, diverses difficultés liées à la dynamique du couple ont été abordées, notamment l'absence de soutien et le contrôle des revenus par le conjoint. Les plus défavorisés ont aussi été reconnus comme ayant des défis importants liés à l'accès aux ressources et aux fonds servant à améliorer leur condition. Certains groupes de discussion ont jugé nécessaire d'aider les ménages à adopter de nouvelles pratiques agricoles et à accroître leur productivité. Les discussions ont révélé que l'agriculture et la hausse de productivité agricole constituent une approche décisive pour l'amélioration des conditions de vie des ménages dans cette région du Burkina Faso. En revanche, les foyers les plus démunis sont susceptibles de solliciter une aide financière ou des intrants pour accroître leur productivité. De plus, il apparaît que l'autonomisation des femmes ou l'équité des genres peut être améliorée en ce sens que les femmes reçoivent un surcroît de soutien de leur époux dans leur activités domestiques et génératrices de revenus et qu'elles aient davantage de contrôle sur les revenus générés.

Il est également probable que le soutien aux ménages en période de crise alimentaire ait un impact, car les enfants et les autres personnes appartenant aux niveaux le plus bas et intermédiaire sont exposés à la faim en période de disette et à la dégradation de leur santé et de nutrition. Par ailleurs, les risques liés à la santé entraînent une charge supplémentaire pour les ménages déjà éprouvés. Ce soutien pourrait revêtir plusieurs formes, notamment des espèces, des bons ou la provision directe de nourriture, et pourrait être destiné aux enfants et à tout autre membre vulnérable du ménage, comme les femmes enceintes ou allaitantes.

RÉFÉRENCES

1. Kanter R, Walls HL, Tak M, Roberts F, Waage J. A conceptual framework for understanding the impacts of agriculture and food system policies on nutrition and health. *Food Secur.* Kluwer Academic Publishers; 2015 Aug 3;7:767–77.
2. Hawkes C, Ruel MT. *From Agriculture to Nutrition : Pathways, Synergies and Outcomes.* World Bank, Washington, DC; 2008. Available from: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/9511>
3. Ruel MT, Alderman H. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *Lancet.* 2013;382:536–51.
4. Girard AW, Self JL, McAuliffe C, Olude O. The effects of household food production strategies on the health and nutrition outcomes of women and young children: a systematic review. *Paediatr Perinat Epidemiol.* 2012;26 Suppl 1:205–22.
5. Kadiyala S, Harris J, Headey D, Yosef S, Gillespie S. Agriculture and nutrition in India: Mapping evidence to pathways. *Ann N Y Acad Sci.* 2014;1331:43–56.
6. Heckert J, Olney DK, Ruel MT. Is women’s empowerment a pathway to improving child nutrition outcomes in a nutrition-sensitive agriculture program?: Evidence from a randomized controlled trial in Burkina Faso. *Soc Sci Med.* 2019;233:93–102.
7. Ruel MT, Quisumbing AR, Balagamwala M. Nutrition-sensitive agriculture: What have we learned so far? *Glob. Food Sec.* 2018. 128–53.
8. Bliznashka L, Arsenaault JE, Becquey E, Ruel MT, Olney DK. Using structural equation modelling to understand the contributors to anaemia among young Burkinabe children. *Matern Child Nutr.* 2019.
9. Olney DK, Bliznashka L, Becquey E, Birba O, Ruel M. Adding a Water, Sanitation and Hygiene Intervention and a Lipid-Based Nutrient Supplement to an Integrated Agriculture and Nutrition Program Improved the Nutritional Status of Young Burkinabé Children. *FASEB J.* 2017;31(1 Supplement):455.1-455.1.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Helen Keller International pour sa collaboration à l'évaluation du programme CHANGE au Burkina Faso, en particulier Abdoulaye Pedehombga, Marcellin Ouedraogo, Fanny Yago-Wienne, Stella Nordhagen et Tom van Mourik. Nous tenons également à remercier tous les collecteurs de données et les participants à l'étude qui ont rendu l'étude possible. En outre, nous aimerions remercier les chercheurs qui ont travaillé sur l'évaluation CHANGE, y compris les auteurs de cette note ainsi que Elodie Becquey, Rahul Rawat, Agnes Le Port, Ousmane Birba, Lilia Bliznashka, Elyse Iruhiriye et Mara van den Bold. Nous tenons également à remercier Nicole Rosenvaigue et Lynette Aspillera pour leur soutien administratif tout au long des projets CHANGE et V4CP. Le financement du programme CHANGE et de l'évaluation a été assuré par Affaires mondiales Canada par l'intermédiaire de HKI et par le programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé dirigé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Le financement de l'analyse des données présentées ici et de la production de ce dossier a été assuré par le gouvernement néerlandais par l'intermédiaire de la SNV et du programme V4CP.

À propos des auteurs

Deanna K. Olney est chercheuse senior à l'IFPRI et chef de thème pour les programmes sensibles à la nutrition et **Ampa Dogui Diatta** est Analyste de recherche à l'IFPRI.

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LA POLITIQUE ALIMENTAIRE

Un monde exempt de famine et de malnutrition

1201 Eye Street, NW, Washington, DC 20005 USA | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-862-5606 | Email: ifpri@cgiar.org | www.ifpri.org | www.ifpri.info

Cette publication a été élaborée dans le cadre du programme Voice for Change Partnership (V4CP) et n'a été soumise à aucun examen indépendant par des tiers. Les opinions qui y sont exprimées appartiennent à leur(s) auteur(s) et ne sont pas nécessairement représentatives de l'IFPRI ou approuvées par ce dernier.

© 2020 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Cette publication est sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0). Pour accéder à cette licence, visitez le site <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>.